

Zeitschrift: Revue historique vaudoise
Herausgeber: Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
Band: 66 (1958)
Heft: 1

Artikel: Espionnage français dans le Pays de Vaud en 1795
Autor: Junod, Louis
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-50865>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Espionnage français dans le pays de Vaud en 1795

En 1897, Emile Couvreu avait fait des recherches aux Archives Nationales, à Paris, pour y recueillir des documents concernant la période prérévolutionnaire dans le Pays de Vaud. Il y avait notamment trouvé des rapports d'espions français sur les mouvements de l'opinion publique vaudoise en 1795, et il en a publié plusieurs dans la *Revue historique vaudoise*¹.

Ces documents sont tirés de la série *AF III, carton 81*. Mais ce carton n'est pas le seul à livrer des documents intéressant la Suisse pour cette période ; il faut y joindre les cartons *AF III 67, 68, 82, 83, 84, 85 et 86*. On peut dire que tous les documents contenus dans ces cartons émanent des agents diplomatiques français en Suisse, mais ils n'ont pas été utilisés comme il conviendrait par les historiens suisses, qui se sont le plus souvent contentés d'aller consulter les séries des Archives des Affaires étrangères au Quai d'Orsay.

Or, à l'époque du Comité de Salut public et à celle du Directoire exécutif, les agents français entretenaient une double correspondance avec Paris, d'une part avec le ministre des relations étrangères, de l'autre avec les directeurs. On trouve, dans les archives du Directoire, aux Archives nationales, des pièces qui sont un double de celles du Quai d'Orsay, mais aussi fréquemment des dépêches et des pièces annexes qui n'ont pas leur équivalent dans les séries des Affaires étrangères. Il faut donc consulter les archives du Directoire pour compléter les données fournies par les archives du Quai d'Orsay.

Il convient surtout de ne pas s'en tenir uniquement et strictement aux indications générales de l'inventaire des Archives nationales. Des pièces ont été à l'époque classées par erreur par les scribes de la chancellerie du Directoire dans des dossiers de pays autres que ceux qu'elles concernaient. Par exemple, la série consultée par Emile Couvreu dans le carton *AF III 81* n'est pas

¹ EMILE COUVREU, *Espionnage français dans le Pays de Vaud en 1795*, dans *R.H.V.*, t. V (1897), p. 141-148, 181-189 et 213-220.

complète ; il y a des trous dans la suite de ces nombreux rapports d'espions, et les pièces manquantes se trouvent ailleurs.

C'est ainsi que le carton *AF III 79*, consacré à la Sardaigne, contient dans son dossier 327 quatre rapports d'espions. Le document n° 19 est une lettre datée de Lausanne, 15 février 1795 ; elle signale des incidents provoqués à Vevey par des officiers et des soldats venus de Savoie en « parties de plaisir ». La lettre suivante, n° 20, également datée de Lausanne, 19 février 1795, nous renseigne sur la suite de l'affaire de Vevey ; elle mentionne en outre une affaire qui avait suscité de l'inquiétude dans la région française voisine du bailliage de Romainmôtier : des hommes de ce bailliage, se livrant à une chasse au loup, avaient franchi la frontière dans le zèle de la poursuite, ce qui avait donné lieu à des bruits de violation armée de la frontière française par des Suisses. Emile Couvreu, dans son article de la *R.H.V.*, ne mentionne pas de rapports entre le 12 février et le 5 mars 1795 ; il est vrai qu'il ne cite pas toutes les dépêches qu'il a eues sous les yeux, mais dans le carton *AF III 81* il y a bel et bien une lacune dans la série des rapports d'espions, puisqu'il n'y en a point entre le 12 et le 23 février 1795 ; les deux pièces que nous venons de mentionner comblent donc cette lacune.

Dans le même carton *AF III 79* et dans le même dossier 327, on trouve encore deux rapports d'espions, portant les numéros 49 et 50, et datés de Lausanne, 1^{er} et 4 juin 1795 ; le premier parle du séjour des émigrés dans les bailliages italiens, où ils obtiennent à prix d'argent une autorisation de séjour auprès des baillis des petits cantons ; le second signale le retour de France de prêtres, qui rentrent découragés après avoir franchi clandestinement la frontière ; il signale aussi que le moment est plus favorable que jamais pour acheter du bétail pour la France au Pays de Vaud. La série du carton *AF III 81* présente une lacune du 28 mai au 6 juillet 1795.

Il est donc probable que l'on trouverait encore d'autres rapports d'espions au Pays de Vaud dans des cartons concernant d'autres pays que la Suisse. C'est dire du même coup toute l'importance de ces cartons *AF III 52 à 90*, qui renferment la correspondance des agents diplomatiques français avec le Comité de Salut public et avec le Directoire.

LOUIS JUNOD.